



DÉPARTEMENT DE LA SOMME
COMMUNE DE LIHONS

**Arrêté municipal hors agglomération
Routes Intercommunales de Herleville à Rosières
et de Lihons à Framerville
du 27 mars 2026 au 31 octobre 2027**

LE MAIRE DE LIHONS,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.25, R 417.4, R 417.9, R 417.10 et R 417.11;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU la demande en date du 19/03/2026 présentée par LA SOCIÉTÉ Colas 80400 HAM,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public afin d'entreprendre des travaux et d'assurer la sécurité et la circulation,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le demandeur est autorisé à occuper le domaine public et à utiliser les voies intercommunales Herleville/Rosières et Lihons/Framerville pour :

Des travaux en rapport avec le chantier de Kallista Energie, Parc Eolien Vauvillers 2.

ARTICLE 2 : Les dispositions définies prendront effet **du 27/03/2026 au 31/10/2027**.

ARTICLE 3 : La mise en place de l'ensemble de la signalisation sera effectuée par l'entreprise en charge des travaux qui garantira la sécurité des usagers.

ARTICLE 4 : Tout dommage pouvant être causés à un tiers ou au domaine public, sera de la responsabilité du demandeur.

ARTICLE 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Lihons.

ARTICLE 7 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 8 : Monsieur le Maire de la commune de Lihons.,

Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lihons

